**MODELE D’ARRETE PORTANT ATTRIBUTION DE LA PRIME DE POUVOIR D’ACHAT EXCEPTIONNELLE**

Le Maire (ou le Président) de ………………………

Vu le code général de la fonction publique et, notamment, les articles L.4, L.712-1, L.712-13, L.713-2 et L.714-4 ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d’une prime de pouvoir d’achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil … portant mise en place de la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle en date du……………et fixant les montants,

Considérant que M./Mme ……………. remplit les conditions pour bénéficier de cette prime,

(le cas échéant) Considérant que M./Mme……………... (nom, prénom) exerce ses fonctions à temps partiel à hauteur de……..% **ou** exerce ses fonctions à temps non complet à hauteur de …./35è **ou** n’a été présent qu’une partie de l’année concernée, à savoir du…… au…… (ajouter les dates de présence de l’agent sur la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023), qu’il y a donc lieu de proratiser le montant de la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle a due proportion.

**ARRETE**

**Article 1er :** M./Mme ……………….……………….percevra la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle.

**Article 2 :** Le montant de la prime de pouvoir d’achat exceptionnelle attribué à M./Mme……………………………est fixé à ………….. € et sera versé au(x) mois de …. 202. (avant le 30 juin 2024).

**Article 3 :** Le Directeur Général des services (ou le secrétaire de mairie ou le directeur) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

 Ampliation sera adressée au Comptable de la collectivité.

 Fait à …………… le …………………

 Le Maire (ou le Président)

 Signature :

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi d’une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le .....................................Signature de l’agent :